

Retour aux années 40 : ils veulent à présent nous rationner comme à Cuba ! On va se marrer, les amis...

écrit par Christine Tasin | 31 juillet 2019



.
Les dégénérés ne prennent pas de vacances. Les dégénérés pensent. Les dégénérés cherchent comment faire expier aux riches, aux nantis, aux Français moyens qui mangent à leur faim, aux Blancs... le fait qu'ils travaillent et nourrissent leurs enfants, le fait qu'ils chauffent leurs maisons, qu'ils prennent des bains, qu'ils partent en vacances, qu'ils utilisent leur voiture, qu'ils ont une voiture, le fait qu'ils sont blancs, le fait qu'ils vivent en France...

.
Hier c'était l'éléphantique Larcher qui voulait nous interdire de manger.

<http://resistancerepublicaine.com/2019/07/30/pierre-cassen-larcher-150-kg-accuse-les-francais-de-trop-manger-video/>

Aujourd'hui c'est le prétendu chercheur Mathilde Szuba – encore un produit du laboratoire de déséquilibrés qu'est

devenu Sciences po- qui veut nous piquer tout ce qu'elle estime superflu dans nos caddies pour le re-distribuer autoritairement aux mendiants en tous genres (de préférence ne parlant pas français ?) et pour nous obliger à vivre en coupe réglée dans le monde totalitaire dont elle rêve.

Enfin, non, c'est plus subtil que cela. Elle veut mettre les riches Français moyens en coupe réglée. Ils gagnent trop. Ils mangent trop. Ils se chauffent trop. Ils se lavent trop. C'est le programme de Chavez-Mélenchon sous couvert d'écologie et de justice sociale. Grandiose. Voir l'article de Libé ci-dessous dans l'encadré gris.

.
Dès demain, comme en 40, les boulangers obligés de vendre le pain de la veille... qui, parce que moins bon, conduira les Français à en manger moins ?

On va en baver, mais qu'est-ce qu'on va se marrer...

.
Oui, je sais, on va en baver, on n'est pas au bout, et on va verser des larmes de sang, mais admirez le paradoxe.

.
Pour l'heure, les gauchos sont les alliés objectifs des mondialistes qui oeuvrent à la... surconsommation. Tout est fait pour que les multinationales s'en mettent chaque jour davantage dans les fouilles, ils en sont même à organiser des déplacements de population en Europe pour multiplier par 2 ou plus le nombre de consommateurs de smartphone, de coca, de jean, de voitures etc.

Tout cela, sans rire, sur fond de lutte pour le climat...

Bref, ils ont supprimé nos industries et nos emplois, ils ont

fait crever nos petits commerces, ils ont vendu nos terres arables aux Chinois et nos bijoux de famille au Qatar pour les remplacer par des mosquées et des culs levés dans les entreprises et les aéroports... et pour nous obliger à consommer chinois, canadien, australien...

En même temps, les gauchistes qui les ont portés au pouvoir et qui forment leurs milices armées mènent campagne pour le co-voiturage, pour l'interdiction des voyages en avion, voire pour l'interdiction des douches (vous n'avez pas repéré, comme moi, les gauchos dans les magasins à leur odeur ? ils puent, ils ne se lavent plus...).

A terme... si les campagnes des gauchistes réussissent, on achètera beaucoup moins de voitures à messieurs Ford et Renault, non ? Les aéroports disparaîtront peu à peu (vont être contents, les acheteurs des Aéroports de Paris), et les Français (entre autres) se retrouveront dans l'état de la France de 1944, obligés de se nourrir de rutabagas (espèce des gros navets destinés à la nourriture des animaux) et de boire l'amère chicorée en guise de café, ou, mieux encore, du café à base de glands... Va pas être content Jacques Vabre...

.

On me dira que tout cela est préparé depuis quelque temps. La mode du vegan et du « naturel » conduit nombre de nos concitoyens, sous couvert de retrouver une santé perdue dans les mac do à pratiquer sans le savoir... ce qui se faisait dans les cuisines françaises entre 1940 et 1945 :

Les livres de cuisine s'adaptent à ces nouvelles conditions. Les Français apprennent à réaliser "des potages avec de l'ortie blanche, du mouron, de la luzerne". De nombreux livres paraissent pour aider les ménagères à cuisiner différemment. En 1940, H.P.Pellaprat signe 340 recettes de cuisine pour les restrictions alimentaires, chez Flammarion. La même année, Edouard de Pomiane, médecin et ancien chef de service à l'Institut Pasteur, écrit Cuisine et restriction indiquant, en plus d'idées recettes, les aliments à privilégier en raison des calories qu'ils

apportent. Il donne également quelques astuces pour ne rien perdre : récupérer les croûtes de pain pour en faire du pain perdu ou les écraser une fois sèches pour les transformer en chapelure : "elle servira à faire de la pâtisserie ou des potages".

Les journaux et les emballages des produits alimentaires proposent également des recettes adaptées. Une recette de Maïzena propose de préparer une omelette bien épaisse avec un seul œuf, un peu de lait et du saindoux auquel est ajoutée une grosse cuillère de maïzena. Encore faut-il trouver du lait...Des recettes s'échangent durant l'attente, souvent très longue, devant l'épicerie ou la boucherie. On s'enquiert de la préparation du "pâté sans viande" dans laquelle "un cube de "Viandox" apporte, mélangé à la farine, à l'œuf et à l'eau, le goût du bœuf, si rare en ville.

<https://www.dielette.fr/2017/03/20/trouver-de-quoi-manger-sous-loccupation-de-1940-1945/>

Quid encore de ces jardins familiaux qui fleurissent actuellement sur les toits de Paris et dont un architecte de compétition rêve de couvrir Notre-Dame ?

<http://resistancerepublicaine.com/2019/05/07/une-serre-pour-les-personnes-en-difficulte-sur-le-toit-de-notre-dame-cest-tres-tendance/>

Durant la guerre, les bombardements ennemis sur les axes de circulation routière (ponts) et ferroviaires (voies ferrées et gares) ainsi que la pénurie de carburants rendent difficile voire impossible l'acheminement des denrées entre régions et l'approvisionnement des villes. Les problèmes de ravitaillement s'intensifient à quelques semaines du débarquement en Normandie, quand les sabotages se multiplient. Dans les grandes villes, les balcons accueillent désormais poulaillers ou clapiers à lapins. Les carottes et les poireaux remplacent les géraniums dans les bacs à fleurs. À Paris, une partie des jardins des Tuileries, se transforme en potager collectif, tout comme l'hippodrome de Saint-Cloud et la cour du Louvre. En province, les grandes étendues de Sologne et de la Crau sont mises en culture. Le retour à la terre est préconisé.

<https://www.dielette.fr/2017/03/20/trouver-de-quoi-manger-sous>

-l'occupation-de-1940-1945/

Gageons que les Larcher et autres Szuba ont prévu de priver les Français d'origine, trop bien nourris, des aliments authentiques et savoureux, nourrissant bien, pour les réserver aux nouveaux occupants comme ils étaient réservés aux nazis.

La France doit donc apprendre à vivre en autarcie. Ce pays agricole et viticole devient le « garde-manger » du Reich. Les prélèvements de l'occupant atteignent 15 à 20% de la production agricole française. Les restrictions alimentaires vont s'intensifier jusqu'à la fin de la guerre, et même au-delà.

Les topinambours et les rutabagas se substituent à la pomme de terre, plus énergique et réservée en priorité aux soldats allemands.

Entre juin 1940 et juin 1944, l'armée allemande a emporté 2 845 000 tonnes de blé (soit la moitié d'une récolte annuelle) et presque autant d'avoine, 845 000 tonnes de viandes (soit plus que la consommation des 40 millions de Français pendant l'année 1941), 711 000 tonnes de pommes de terre, 220 millions d'œufs...

Les Français, qui espéraient que les problèmes de ravitaillement et les restrictions alimentaires disparaîtraient avec le dernier occupant, ont dû utiliser leurs tickets de rationnement jusqu'en 1949. Le premier et dernier aliment rationné sera le pain, si cher aux Français.

Les problèmes de ravitaillement se prolongeront, quant à eux, jusqu'en 1952...

Grâce au rationnement, les Français avaient accueilli avec gratitude l'aide américaine, offerte à condition que soient exportés en même temps les films américains véhiculant la société de consommation et le mode de vie américain... menant à la surconsommation.

La boucle est bouclée.

Je ne sais pas comment les différents intérêts qui se rencontraient jusqu'à présent vont pouvoir continuer à jouer ensemble contre les peuples... ils sont incompatibles.

On va se marrer, je vous dis. Ça va exploser de partout.

Forcément.

Oui, je sais que la perspective de mourir ou de faim ou égorgé par un djihadiste déguisé en migrant n'est pas géniale, mais plus ils en font plus ils contribuent à ce que tout cela explose.

Mathilde Szuba : «Il faut réguler politiquement l'ensemble de la consommation à des fins de justice»

L'enseignante-chercheuse Mathilde Szuba défend l'idée d'imposer le rationnement pour organiser le partage et protéger les plus fragiles.

Mathilde Szuba : *«Il faut réguler politiquement l'ensemble de la consommation à des fins de justice»*

Mathilde Szuba est maître de conférences en sciences politiques à Sciences-Po Lille et membre de l'institut Momentum, laboratoire d'idées français consacré aux enjeux de l'Anthropocène.

Vous travaillez sur la notion de rationnement. De quoi s'agit-il ?

C'est une réponse collective à la pénurie pour protéger les plus fragiles en organisant le partage, quand un produit de première nécessité vient à manquer. Rationner, cela veut dire empêcher certains de surconsommer pour s'assurer que tout le monde puisse en avoir un minimum. Ce n'est pas punir les gens en les privant, c'est s'assurer que chacun puisse avoir une quantité minimale d'un produit nécessaire. Pour cela, il faut forcément réguler l'ensemble de la consommation et la surconsommation. C'est une intervention du politique, donc du collectif, dans l'économie, à des fins de justice.

Vous auriez un exemple de rationnement mis en place

Dans la mémoire collective française, les histoires de rationnement les plus vives

remontent à la Seconde Guerre mondiale. Ce fut une expérience très dure de privations pour la plupart, vécue comme injuste puisque la pénurie alimentaire était liée certes à l'effort de guerre qui concentrait les forces productives, mais aussi aux réquisitions organisées au profit de l'Allemagne. A la même période cependant, le rationnement est vécu en Grande-Bretagne comme un moyen de s'organiser collectivement pour faire face à l'ennemi allemand, on parle de «*pulling together*», l'idée de se serrer les coudes. Plus récemment, on en a un autre exemple au moment du choc pétrolier de 1973 avec le rationnement du pétrole aux Pays-Bas.

A Cuba, il y a un rationnement depuis les années 60 pour certains produits alimentaires de base : le sucre, le riz, les haricots et la viande peuvent s'acheter dans un magasin d'Etat avec un carnet qui donne droit à quelques kilos de ces produits à tarif subventionné. Pour en acheter plus, il faut aller sur le marché libre, où ce sera plus cher. Ce système permet de s'assurer que chacun a accès à un minimum de produits de base à des tarifs accessibles. Encore plus récemment, dans les années 90, des chercheurs britanniques ont conçu l'idée d'une carte carbone : chacun aurait une quantité limitée de crédits d'énergie pour ses pleins d'essence, ses billets d'avion, l'énergie de sa maison... Cela a été envisagé sérieusement au ministère de l'Environnement dans les années 2000, sous les gouvernements Blair et Brown. Il y a eu plusieurs études de faisabilité, mais la crise de 2008 a mis fin aux discussions.

On peut imaginer que de tels scénarios soient mis en place à l'avenir ?

Je m'intéresse à cette question car je considère qu'on va au-devant de situations de crises dans lesquelles on sera certainement très intéressés par ces possibilités d'organisation du partage. Que ce soit parce qu'on manquera de quelque chose, comme d'eau ou d'énergie, ou pour organiser volontairement l'autolimitation des consommations. En France, nous nous sommes engagés à diviser par quatre nos émissions de gaz à effet de serre, voire à atteindre la neutralité carbone d'ici à 2050. Bien sûr, le secteur économique est responsable de la plupart des émissions, mais un effort de réduction aussi conséquent ne pourra pas se faire sans que la population y contribue aussi. Alors comment va-t-on s'y prendre ?

Les politiques publiques doivent-elles s'organiser en fonction de la finitude des ressources ?

Je n'ai pas l'impression qu'il y ait des signes pour aller dans cette direction actuellement **mais d'un point de vue écologique, ce serait essentiel. Il faudrait inscrire la finitude des ressources comme architecture de notre fonctionnement**

économique et social. On peut donc choisir de limiter l'utilisation des ressources pour anticiper et éviter les crises. Mais il est plus probable que la prochaine fois qu'on fera du rationnement, ce sera en catastrophe, en réaction à dans une crise énorme et pressante, et reconnue comme telle.

Vous dites qu'il faut «politiser l'enjeu du partage»...

La crise écologique est un problème de surconsommation des sociétés industrielles.

Dans ce contexte, elle doit conduire à un partage des efforts d'autolimitation et de sobriété. On a bien compris la précarité énergétique, l'injustice que cela représente pour les plus fragiles. Mais les enjeux de justice, c'est aussi voir de l'autre côté du gradient ceux qui surconsomment de manière incontrôlée et font du tort à l'ensemble de la société. **Or l'indicateur le plus prédictif des émissions de gaz à effet de serre d'une personne, c'est son revenu : plus les gens gagnent de l'argent, plus ils émettent des gaz à effet de serre. Politiser le partage, c'est se rendre compte que les politiques publiques ne doivent pas seulement protéger les plus faibles, mais aussi faire en sorte que les gros consommateurs soient limités dans leur consommation, car ce sont des dangers publics.**

Ces limites imposées réveillent très vite le spectre d'une «dictature verte»...

La «dictature verte» est vraiment un fantasme. L'écologie est une des idéologies les plus attachées à la démocratie et ces décisions sont impossibles à prendre sans le consentement de la population. Par ailleurs, contrainte ne veut pas dire dictature : on accepte sans problème certaines contraintes, comme l'instruction obligatoire jusqu'à 16 ans, car on estime que c'est légitime pour le bien de la société. Il serait temps qu'on perçoive le climat comme un enjeu d'intérêt général et même de survie. Pendant une courte période de l'histoire, on a pris l'habitude d'être les rois du pétrole, donc il est certain qu'on va devoir passer par une période de sevrage.

[Aurélié Delmas](#)

https://www.liberation.fr/france/2019/07/29/mathilde-szuba-il-faut-reguler-politique-ment-l-ensemble-de-la-consommation-a-des-fins-de-justice_1742756